



FIGESTAUDIT

Société de commissariat aux comptes

ASSOCIATION NOVA DONA

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75014 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

-+-+--+

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2023

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

www.figest.fr - contact@figest.fr

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Membres de l'Association,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association NOVA DONA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 26 avril 2023 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3 – « Justification des appréciations »

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été arrêtés selon les principes et conventions générales indiqués dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

- Nos travaux ont consisté à apprécier le bien fondé du choix des hypothèses retenues et leur correcte application pour l'établissement des états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Le total bilan s'élève à 824 616 euros et fait ressortir un déficit de 61 596 euros.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

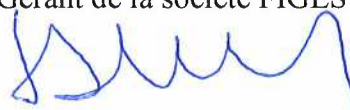
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Reims, le 5 juin 2023

Julien DURAND
Commissaire aux comptes
Responsable technique et
Gérant de la société FIGESTAUDIT



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	4915	4915		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	4762	4133	629	789
Autres immobilisations corporelles	31828	23281	8546	7241
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7250		7250	7250
TOTAL I	48 755	32 330	16 425	15 280
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	178880		178880	114666
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	620515		620515	639270
Charges constatées d'avance	8796		8796	
TOTAL III	808 191		808 191	753 935
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	856 946	32 330	824 616	769 215

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	68 056	54 056
Autres réserves		
Report à nouveau	296 560	296 526
Excédent ou déficit de l'exercice	-61 596	14 034
Situation nette	303 020	364 616
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	10 601	10 601
TOTAL I	313 621	375 217
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	18 187	18 187
Fonds dédiés	211 539	158 874
TOTAL III	229 726	177 061
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	129 338	121 338
TOTAL IV	129 338	121 338
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 197	15 808
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	116 735	79 742
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		50
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	151 931	95 600
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	824 616	769 215

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	8 000	6 006
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	894 218	794 875
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 151	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	222	1
TOTAL I	925 591	800 882
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	265 957	234 290
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	30 835	26 265
Salaires et traitements	424 477	360 875
Charges sociales	200 832	159 800
Dotations aux amortissements et dépréciations	2 434	1 991
Dotations aux provisions	8 000	
Reports en fonds dédiés	52 665	2 956
Autres charges	1 987	995
TOTAL II	987 188	787 173
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-61 596	13 709
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-61 596	13 709

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		325
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		325
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		325
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	925 591	801 208
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	987 188	787 173
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-61 596	14 034

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 824 616 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -61 596 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

NEANT.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

NEANT.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|---------------------|
| • Logiciels | 1 an Linéaire, |
| • Logo | 5 ans Linéaire, |
| • Matériel industriel | 5 ans Linéaire, |
| • Installations générales | 10 ans Linéaire, |
| • Mobilier | 10 ans Linéaire, |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 à 3 ans Linéaire. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 229 725€.

Suivi des fonds associatifs

Le délai entre la transmission aux financeurs des comptes administratifs et leur acceptation définitive est d'environ deux ans. Nous n'avons pas à ce jour de retour définitif concernant les comptes administratifs 2021 ; l'affectation du résultat porte ainsi sur l'exercice n-2.

Provision pour indemnité de fin de carrière

La provision pour indemnité de fin de carrière n'est provisionnée qu'à hauteur de 8 000€, ce qui ne correspond pas au montant total de l'engagement retraite de l'association.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 915		
TOTAL	4 915		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	4 762 15 550		
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	12 699		3 580
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	33 010		3 580
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	7 250		
TOTAL	7 250		
TOTAL GÉNÉRAL	45 175		3 580

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des Immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des Immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			4 915	
TOTAL			4 915	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagements const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagements divers			4 762 15 550	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			16 278	
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don, destinés à être cédés				
TOTAL			36 590	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			7 250	
TOTAL			7 250	
TOTAL GÉNÉRAL			48 755	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 915			4 915
TOTAL	4 915			4 915
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 973	160		4 133
Installations générales, agencements et aménagements divers	8 842	1 350		10 192
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 165	924		13 089
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	24 980	2 434		27 415
TOTAL GÉNÉRAL	29 895	2 434		32 330

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	10 601			10 601
TOTAL I	10 601			10 601
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations		8 000		8 000
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	121 338			121 338
TOTAL II	121 338	8 000		129 338

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	131 938	8 000		139 938
- D'exploitation		8 000		
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	7 250		7 250
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	527	527	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-2 815	-2 815	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	174 664	174 664	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	6 504	6 504	
Charges constatées d'avance	8 796	8 796	
TOTAL	194 926	187 676	7 250

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	35 197	35 197		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	18 695	18 695		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	69 304	69 304		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	28 736	28 736		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	151 931	151 931		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 001	7 896
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	26 579	41 279
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	51 580	49 175

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	-3 239	-3 000
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	-3 239	-2 999

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	8 796	
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		8 796	

Variation des fonds dédiés- Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
CPAM (Dot. CAARUD 2010)	38 263					38 263	
CPAM (Dot. CSAPA 2010)	62 296					62 296	
CPAM (Dot. CAARUD 2012)	10 920					10 920	
CPAM (Dot. CSAPA 2012)	9 900					9 900	
CPAM (Dot. CAARUD 2016)	10 000					10 000	
CPAM (CNR provision dépenses C	6 000					6 000	
CPAM (CNR autres CAARUD 2020)	1 983					1 983	
CPAM (CNR provision dépenses C	6 000					6 000	
CPAM (CNR autres CSAPA 2020)	10 556					10 556	
CPAM (CNR Nuitées d'hôtel CAAR	500					500	
CPAM (CNR CO testeur CSAPA 202	200					200	
CPAM (CNR TSN CSAPA 2021)	1 756					1 756	
CPAM (CNR Nuitées d'hôtel CSAP	500					500	
CPAM (CNR Hôtels CSAPA 2022)		1 162				1 162	
CPAM (CNR Hôtels CAARUD 2022		1 162				1 162	
CPAM (CNR Salaire Manon CSAP		5 837				5 837	
CPAM (CNR Salaire Manon CAAR		5 837				5 837	
CPAM (CNR Formation Violence (2 500				2 500	
CPAM (CNR Formation Violence (2 500				2 500	
CPAM (CNR Analyse des pratique		42				42	
CPAM (CNR Analyse des pratique		42				42	
CPAM (CNR Maintenance Info CS		630				630	
CPAM (CNR Maintenance Info CA		630				630	
CPAM (CNR Tagalis CAARUD 202		3 600				3 600	
CPAM (CNR Étude archi CSAPA 20		2 361				2 361	
CPAM (CNR Étude archi CAARUD		2 361				2 361	
CPAM (CNR Evaluation interne C		9 000				9 000	
CPAM (CNR Evaluation interne C		9 000				9 000	
CPAM (CNR Stagiaires CSAPA 20		3 000				3 000	
CPAM (CNR Stagiaires CAARUD 2		3 000				3 000	
Fonds dédiés à l'investissement	18 187					18 187	
TOTAL	177 061	52 664				229 725	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	54 056	14 000			68 056
Report à nouveau	296 526	34			296 560
Excédent ou déficit de l'exercice	14 034	-14 034		61 596	-61 596
Situation nette	364 616			61 596	303 020
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	10 601				10 601
TOTAL	375 217			61 596	313 621



FIGESTAUDIT

Société de commissariat aux comptes

ASSOCIATION NOVA DONA

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75014 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

-+-+--+

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2023

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

www.figest.fr - contact@figest.fr

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de cette mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce et L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles :

Convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale :

Par ailleurs, nous avons été informés, conformément aux articles L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles, que l'exécution de la convention suivante s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec Monsieur Johann VOLANT : Monsieur Johann VOLANT a perçu, durant l'exercice clos le 31 décembre 2022, en sa qualité de directeur, une rémunération brute égale à 50 946 euros.

Fait à REIMS, le 5 juin 2023

Julien DURAND
Commissaire aux comptes
Responsable Technique et
Gérant de la société FIGESTAUDIT

